



GWP-Central Africa en Action 2024

Rapport d'Activités 2024

À Propos du GWP et GWP-CAf

Créé en 1996, le Partenariat Mondial de l'Eau (GWP) est un réseau d'action multipartite, qui a pour vocation de travailler avec les parties prenantes pour une gestion équitable, durable et efficiente des ressources en eau. Le Partenariat mondial pour l'eau (GWP) est un réseau mondial qui compte plus de 2 800 partenaires enregistrées dans 180 pays. Ce réseau est constitué de 13 Partenariats Régionaux de l'Eau (PRE) et de 77 Partenariats Nationaux de l'Eau (PNE) accrédités, chargés de mobiliser et de faciliter l'action coordonnée des acteurs étatiques et non étatiques.

Défenseur de longue date de la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE), nous apprenons de l'expérience de mise en œuvre des interventions au niveau local que nous apportons à notre Réseau et aux agendas de développement à différents niveaux. Le Global Water Partnership Central Africa (GWP-CAf), l'un des treize Partenariats Régionaux de l'Eau, a démarré ses activités en Afrique centrale en 2004 comme Comité Technique Afrique centrale (GWP-CAfTAC).

En 2008, le Partenariat régional de l'Eau de l'Afrique centrale, GWP-CAf, a été formellement constitué. À ce jour, le GWP-CAf sur un potentiel de sept (7) pays, a contribué à la création de cinq (05) Partenariats Nationaux de l'Eau (PNE) dans cinq pays de la sous-région, à savoir : le Cameroun, la République Centrafricaine, la République du Congo, la République Démocratique de Sao Tomé-et-Principe et le Tchad. Le réseau du GWP en Afrique centrale est composé de 250+partenaires tant publics que privés issus de six pays d'Afrique centrale. Le GWP-CAf est une organisation non gouvernementale, apolitique, non confessionnelle et à but non lucratif, ouverte à toutes les institutions, organisations, associations et tous les centres de recherche, qui reconnaissent et promeuvent les principes de la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE) en Afrique centrale. Dans sa vision pour la stratégie 2020-2025, qui est celle d'une « Afrique centrale où la sécurité en eau est assurée », le GWP-CAf s'est donné pour mission de « soutenir le développement durable à travers la promotion et la mise en œuvre de la Gestion Intégrée des Ressources en Eau en Afrique centrale ».

Carte du Réseau GWP-Caf



Les Partenaires du Réseau Global Water Partnership Central Africa (GWP-CAf)

PAYS	PNE/INSTITUTIONS	PARTENAIRES
CAMEROUN	PNE	140
CENTRAFRIQUE	PNE	26
CONGO	PNE	44
SAO TOMÉ-ET-PRINCIPE	PNE	20
TCHAD	PNE	19
GABON		3
Partenaires stratégiques	CEEAC	
	CBLT	
	CICOS	
TOTAL		250

SOMMAIRE

À Propos du GWP et GWP-CAf	2
Carte du Réseau GWP-CAf	3
Les Partenaires du Réseau GWP-CAf	4
Sommaire	5
Les Membres Du COPIL de GWP-CAf	6
Les Partenariats Nationaux de L'eau (PNEs)	7
L'équipe du Secrétariat Régional	8
Acronymes, Abréviations et Sigles	9
Mot du Président Régional	10
Les Objectifs Stratégiques	12
Les Activités du Programme Core	13
Programme de Préparation pour le Fonds Vert Pour le Climat (GCF Readiness) en République Centrafricaine	21
Programme de Leadership Mondial de L'eau dans un Climat en Évolution (GWL)	30
Programme WACDEP-G	37
Portrait	39
Rapport Financier	41
Remerciements	42

LES MEMBRES DU COPIL DE GWP-CAf

L'Assemblée Générale approuve la candidature du président du GWP-CAf pour un mandat de deux ans renouvelable une seule fois. Elle désigne aussi les membres du Comité de Pilotage ainsi que le Président du Comité Scientifique et Technique sur proposition du Président du GWP-CAf.



Hervé Didas AMBOULOU
Président du GWP-CAf



Valdemira TAVARES
Présidente, PNA Sao Tomé et Príncipe



Barnabé FALIBAI,
Président, PNE République centrafricaine



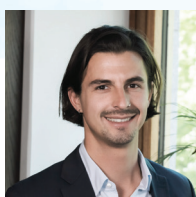
ALOUNA Armel
Président PNE Congo



Jacqueline MBOCKSI,
Présidente, GWPCameroun



Cherif NEISSA
Président, PNE -Tchad



Laurent-Charles TREMBLAY
Network Officer, GWPO



Prime NGABONZIZA
Représentant de la CEEAC



Bandiougou DIAWARA
(UNESCO) Représentant des Partenaires Techniques et Financiers



(CBLT)
Représentant des OBT



Catherine DJIMET
Représentante des Organisations de la Société Civile




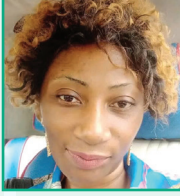



Chicher PIRES
(Société des Eaux de Sao Tomé) Représentant des operateurs



Michèle NKEN (RECOJAC)
Représentante de la Jeunesse

Les Partenariats Nationaux de l'Eau (PNEs)

PNE	SECRÉTAIRES EXÉCUTIFS	SIÈGE
CAMEROUN	 <p>Sandrine DOUKEN</p>	YAOUNDÉ
CENTRAFRIQUE	 <p>Sekou GARY</p>	BANGUI
SAO TOMÉ-ET-PRINCIPE	 <p>Carlos GOMES</p>	SAO TOMÉ
CONGO	 <p>Gloria Frida OKYEMOU</p>	BRAZZAVILLE
TCHAD	 <p>Djimrambaye Amour DJEKILA</p>	N'DJAMENA

L'équipe du Secrétariat Regional

Le Secrétariat Régional est abrité par le Cameroun, précisément à Yaoundé. Il est constitué d'une équipe de neuf membres du personnel, y compris les secrétaires exécutifs des Partenariats Nationaux de l'eau. Le secrétariat régional est dirigé par le secrétaire exécutif sous la direction du Comité de pilotage. Ci-dessous, les membres du personnel :



Djibrilla MOHAMADOU
Coordinateur Régional



Victorine KOME
Responsable Administration et Finances



Samyra AMABO
Responsable de la communication et gestion des connaissances



NGO Juliet Ayennica
Assistant(e) chargé(e) des finances et de l'administration



Chargé de projet GCF RCA
Assistant Technique



Bertrand-Blaise NZANGA
Chargé de projet GCF RCA

Acronyme/Sigle et Abréviations

AND	Autorité Nationale Désignée
ASDEPCO	Action for Sustainable Development and Environmental Protection for Communities
BAD	Banque Africain de Développement
CBLT	Commission du Bassin du Lac Tchad
CEEAC	Communauté Économique des États de l'Afrique centrale
CEE-ONU	Commission Économique des Nations Unies pour l'Europe
COFIL	Comité de Pilotage
FCDO	Foreign, Commonwealth and Development Office
GCF	Green Climate Fund (Fonds Vert pour le Climat)
GIRE	Gestion Intégrée des Ressources en Eau
GWL	Global Water Leadership in a Changing Climate
MINEE	Ministère de l'Eau et de l'Energie
ODD	Objectifs de Développement Durable
OMM	Organisation Météorologique Mondiale
OSC	Organisation de la Société Civile
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture
WACDEP-G	Programme Eau, Climat, Développement -Genre

Mot du Président Régional



Chers partenaires,

C'est la première fois que je m'adresse officiellement à vous depuis que j'ai pris la présidence en 2023. Je tiens à exprimer ma gratitude aux membres du comité de pilotage et à mon prédécesseur pour avoir soutenu ma candidature. L'année 2024 a été une année de défis pour le réseau GWP, mais l'engagement du secrétariat régional, des partenariats nationaux et du GWPO a permis d'atteindre les objectifs fixés.

L'année 2024 a été une année de défis, mais également d'opportunités pour le Partenariat Régional du GWP-CAf. Dans un contexte mondial marqué par des transformations rapides, nous avons su faire preuve de résilience et d'innovation pour poursuivre notre mission en faveur de la gouvernance de l'eau, de l'adaptation au changement climatique et de l'implication des jeunes et des femmes dans la gestion des ressources en eau.

Malgré les contraintes financières, nous avons su maintenir des échanges fructueux avec les Secrétaires Exécutifs des Partenariats Nationaux, les Points Focaux des Autorités Nationales Désignées ainsi que le Secrétariat du GWP-CAf. L'intégration des nouvelles technologies et le recours accru aux plateformes numériques ont été des éléments clés, permettant de renforcer notre collaboration et de garantir un partage efficace des connaissances. L'intelligence artificielle et la transformation digitale se

révèlent être des outils essentiels pour améliorer nos méthodes de travail et accroître notre impact.

L'année écoulée nous a également permis d'évaluer notre positionnement stratégique et de mettre en place des actions visant à renforcer notre rôle dans la coopération sur la gestion intégrée des ressources en eau, la gouvernance des eaux transfrontalières et la lutte contre le changement climatique. Nous devons poursuivre nos efforts pour améliorer nos indicateurs de performance et anticiper les évolutions du paysage de la mobilisation des ressources.

Alors que nous nous préparons à la mise en œuvre de la nouvelle stratégie du GWP, il est impératif d'explorer des solutions innovantes pour renforcer notre réseau et mobiliser des financements adéquats en vue d'atteindre nos objectifs communs.

Je tiens à exprimer ma profonde gratitude à nos partenaires pour leur soutien constant et renouvelé, et j'affirme notre engagement à travailler ensemble pour un avenir durable.

Hervé Didas Amboulou
Président du GWP-CAf



Les Objectifs Stratégiques

Le GWP-CAf, a adhéré à la stratégie 2020-2025 du GWP, et s'est fixé comme priorité de « **Se mobiliser pour une Afrique Centrale où tous les besoins en eau sont satisfaits** ». Cette nouvelle stratégie préconise l'égalité et l'urgence dans l'action. Son objectif est d'orienter la manière dont la région Afrique centrale travaille depuis 2020 jusqu'en 2025.

Cette stratégie prend également en compte l'ensemble du réseau avec ses différents niveaux d'opérationnalité.

Ceci en soulignant les priorités thématiques cohérentes et en codifiant l'approche distincte du GWP pour apporter le changement tout en permettant l'autonomie et l'innovation.

Cette stratégie est axée sur trois objectifs et priorités stratégiques qui doivent conduire vers la sécurité en eau pour tous, il s'agit de :

- Fournir des solutions liées à l'eau et aux problèmes de développement ;
- Catalyser un développement de résilience lié au climat ;
- Renforcer la coopération transfrontalière.

Les autres domaines transversaux de la stratégie sont :

- Contribuer à l'intégration de la problématique du genre dans le secteur de l'eau ;
- Mobiliser les jeunes pour la gestion des ressources en eau ;
- Encourager l'engagement du secteur privé.

Dans le cadre de ses objectifs stratégiques, le GWP-CAf a contribué à la réalisation des projets relatifs aux problématiques de genre et de la jeunesse afin d'assurer une participation effective et de qualité en vue d'une coopération inclusive et intergénérationnelle. L'ensemble de ces trois objectifs crée un environnement propice pour une approche intégrée qui a guidé toutes les activités réalisées à différents niveaux : local, national et régional. En les mettant tous en œuvre, le GWP-CAf a influencé les politiques de l'eau et la mise en œuvre de l'objectif N°6 des Objectifs de Développement Durable (ODD) dans la région. Le GWP-CAf entend conduire le processus de changement pour assurer la sécurité en eau au travers de trois axes clés : la Mobilisation ; l'Action et l'apprentissage.

Les activités menées par le bureau régional et les PNEs se catégorisent en 2 parties : les activités planifiées annuellement dans le cadre du programme Core de GWP et validé lors du comité de pilotage et financés par les sponsors directs de GWP ; et les activités planifiées dans le cadre des projets et ou programmes soumis et approuvés par des donateurs divers.

Pour 2024, en plus du programme Core, les programmes/projets en cours d'implémentation au sein de la région sont les suivants :

- **Programme de préparation au Fonds vert pour le climat** (GCF Readiness) en République centrafricaine ;
- **Leadership mondial de l'eau dans un climat en Evolution** (GWL) mis en œuvre en République centrafricaine ;
- **Le programme WACDEP-G** (Water Climate Development and Gender) au Cameroun.

1 Les Activités du Programme Core



2024 a été une année à mi-parcours de la seconde moitié de la stratégie 2020-2025 du GWP. L'évaluation que l'on peut se faire est globalement satisfaisante dans l'appui aux différentes institutions dans le renforcement de leur capacité à la gouvernance et gestion résiliente des ressources en eaux. Des défis ont été rencontrés et ceux-ci ont permis de tirer des leçons et formuler des recommandations pour la bonne exécution de la stratégie.

Parmi les activités phares du CORE, on peut ainsi citer sans être exhaustif, l'appui de GWPCAF à la validation de la stratégie et du plan de mise en œuvre de la convention internationale sur l'eau au Tchad ; l'appui à la révision de la loi sur l'eau ; la contribution au développement de scénario et modélisation des ressources en eau et sol sous l'effet du changement climatique au Cameroun ; l'appui à la mise en place d'un organisme de bassin national avec GWP Cameroun.

1.1. Le Tchad valide sa stratégie et son plan de mise en œuvre de la convention sur l'eau

Le Tchad ayant adhéré à la convention sur l'eau en 2018 est le premier pays africain à rejoindre ladite convention. Conscient que la grande partie de ces ressources en eau sont partagées, son adhésion à cette convention lui permettra une gestion concertée de la ressource pour répondre convenablement aux besoins croissants de la population dans un contexte où la sécurité en eau est de plus en plus menacée par les changements climatiques notamment. Afin de rendre cette convention opérationnelle, le Tchad a entrepris avec l'appui des partenaires, l'élaboration de la stratégie et d'un plan de mise en œuvre de la convention.



Cette initiative a commencé par l'identification des défis liés à l'implémentation de la convention, et la proposition des solutions concrètes pour mettre en œuvre la convention. Les outputs de ce premier exercice ont été présentés à un atelier de validation nationale de la stratégie et du plan de mise en œuvre de la convention les 4 et 5 avril 2024 en présence d'une soixantaine d'acteurs du secteur de l'eau au Tchad. Les commentaires et inputs apportés par les participants seront pris en compte par un comité restreint mis sur pied pour la circonstance sous le lead du ministère. GWP-CAf a été associé à l'atelier et a été invité avec d'autres partenaires techniques et financiers à présenter les opportunités d'appui de la mise en œuvre de la stratégie. GWP-CAf a présenté une approche en deux points :

- Un premier point à court terme est avec le lancement du projet Readiness multipays de l'Union Africaine dont le Tchad fait partie : une note conceptuelle sera développée dans le cadre de ce projet pour être soumise au GCF : les actions prévues dans la stratégie feront parties de ladite note conceptuelle ;

- Le second point va concerner la priorisation des actions de la stratégie avec les futurs projets que GWP va préparer à l'instar du projet soumis à la BAD avec l'IUCN et le Centre régional de gestion des ressources en eau de la CEEAC.

La participation de GWP-CAf à cet atelier a également permis d'échanger avec les partenaires de CEE-ONU sur l'appui du Cameroun à l'élaboration de sa stratégie et du Congo à son adhésion à la convention qui devront se réaliser en 2025.

1.2. La révision de la loi portant sur le régime de l'eau se poursuit au Cameroun



Ce processus, impulsée depuis 2023 par le Cameroun a connu l'appui de plusieurs partenaires techniques et financiers tels que la Banque mondiale, la Commission du Bassin du Lac Tchad (CBLT), GWP CAF. Après la tenue de neuf sessions du groupe de travail établi à cet effet par le ministère de l'Eau et de l'Energie (MINEE), ce dernier a organisé 2 sessions de travail avec toutes les parties prenantes du secteur de l'eau du 25 au 27 mars 2024 et du 28 au 31 mai 2024 à Mbankomo présidées par le secrétaire général du

MINEE, M. Adolphe NJOUKE THOME. Durant ces travaux, il était question de consolider au moins cinq textes d'application du projet de la nouvelle loi, entre autres. En effet, en matière de gestion des ressources en eau, le Cameroun est doté d'un arsenal juridique datant de 25 ans qui fait de l'eau un patrimoine commun du pays, dont l'État assure la protection et la gestion et en facilite l'accès à tous. Il est donc devenu obsolète, au regard des avancées liées à la GIRE, mais aussi de la mutation socio-économique, environnementale et institutionnelle qui engendre des plaintes ou réclamations de certains usagers. Aussi, l'état des lieux de la politique nationale de l'eau du Cameroun révèle que « la gestion de l'eau n'est pas dotée de tous les instruments juridiques indispensables ».

Selon le secrétaire général du MINEE, le mérite du texte en préparation est d'établir une typologie des eaux suivant qu'elles soient considérées comme souterraines, de source ou minérales. « Une telle classification a un effet sur le régime de l'exploitation qui peut être assorti, selon le cas, du paiement ou non d'une redevance lorsque les prélèvements sont faits à des fins industrielles ou commerciales. Cette loi pose en même temps les règles qui ont vocation à protéger l'eau contre toutes sortes d'atteintes et établit parallèlement un régime de responsabilité et des sanctions pénales », a-t-il déclaré.

D'après M. Madi VOUNDOU, directeur de la Gestion des Ressources en Eau au MINEE, également présent lors des travaux, la révision de la loi devrait permettre d'adapter certains points remis en question par les acteurs de l'eau. Ce cadre devra de ce fait prendre en compte les collectivités territoriales décentralisées dans la gestion des ressources en eau et permettre au Cameroun de faciliter la transposition des engagements internationaux auxquels il a adhéré en matière de gestion des ressources en eaux partagées avec les pays voisins.

À l'issue des travaux effectués lors ces ateliers, le projet de loi portant régime de l'eau a été validé sous réserve de la prise en compte des quelques observations formulées par l'assistance que le groupe technique devra finaliser et soumettre au chef du gouvernement pour adoption.

1.3. Le GWP contribue au développement de scénarios et modélisation des ressources sol et eau sous l'effet du changement climatique au Cameroun

Le Projet ProSEC (Projet Sol-Eau-Climat), financé par la Banque Allemande de développement (KfW) à travers la GIZ est un projet piloté par l'Institut Fédéral des Géosciences et des Ressources Naturelles (BGR) qui met l'accent sur la formation du personnel des institutions partenaires en développant conjointement un modèle pour simuler le devenir des ressources en eau et en sol dans les régions cibles du projet sous, entre autres, l'effet du changement climatique et du développement démographique. Pour ce faire le projet a entrepris une série de tables rondes (03) au Cameroun qui a rassemblé les principales parties prenantes donc GWP-CAf fait partie.

La première table ronde à Yaoundé du 12 au 13 Décembre 2023 a permis de définir les aspects qui vont être inclus dans les scénarios régionaux et a apporté les contributions des différents domaines d'expertise des participants pour développer ces scénarios régionaux.

Ces scénarios se déclinent suivant 03 situations :

- Situation pessimiste (**Economie d'abord ou développement d'abord**);
- Situation optimiste (**Nature d'abord**);
- Situation intermédiaire.

La deuxième table ronde tenue à Garoua du 23 au 24 Avril à Garoua permis de présenter les données empiriques dans les Communes de Ngong et Ngaoundéré III à intégrer dans l'élaboration des scénarios.

Il en ressort ce qui suit :

- **Une perception des changements climatiques à Ngong et de Ngaoundéré III** influencée par l'âge, le secteur d'activité, le genre, l'éducation, l'expérience personnelle, la zone agroécologique



- **Aléas perçus** : Hausse des températures, Irrégularité des pluies, Vents violents, Fortes pluies (à Ngong) Faible Pluviométrie, Fortes pluies, vents violents, Hausse des températures (à Ngaoundéré III)
- **Effets importants sur l'accès à l'eau et au terres/sol** dans les Communes de Ngong et Ngaoundéré III
- **Diverses stratégies d'adaptation et d'atténuation plus ou moins satisfaisantes** développées par les communautés
- **Des préoccupations plus ou moins pessimistes** quant à l'avenir relevées par les parties prenantes
- **Une nécessité d'intégrer ces préoccupations** dans le développement des scénarios



La troisième table ronde tenue à Ngaoundéré du 31 Juillet au 01 Août 2024 a permis de prendre connaissance de la présentation des scénarios narratifs préliminaires à l'échelle régionale pour les situations :

- **Economie d'abord** (le Scénario prend en compte tous les défis économiques au détriment de la nature et des impacts climatiques dans les communes cibles),

- **Nature d'abord** (pour les Communes cibles le Scénario prend en compte tous les défis environnementaux tel que les changements climatiques et la dégradation des ressources naturelles, tout en proposant les alternatives de la finances vertes comme levier de développement).

La suite du processus prévoit le développement d'un scénario intermédiaire et la présentation des versions finales de ces scénarios à toutes les parties prenantes à l'échelle nationale.

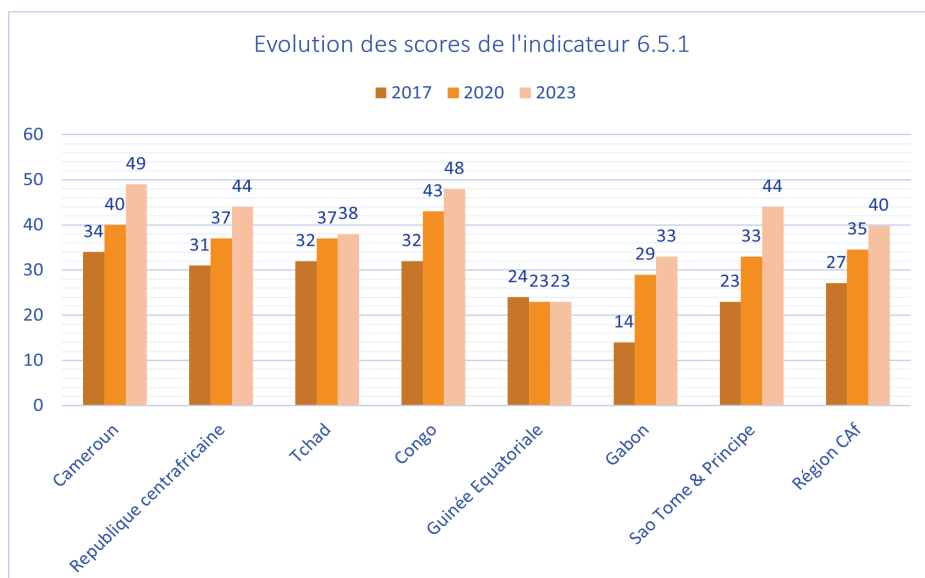
1.4. Les rapports pays sur les Progrès relatifs à la mise en œuvre de la gestion intégrée des ressources en eau sont disponibles : **Indicateur 6.5.1**

Jusqu'en fin 2023, GWP-CAf en collaboration avec les PNEs avaient appuyé 6 pays de la région (excepté la Guinée Equatoriale) au reportage sur l'indicateur 6.5.1 des ODDs. Le contrôle qualité des rapports a été finalisé au niveau de UNEP DHI et le rapport de chaque pays est disponible en ligne. Il ressort globalement que :

- Au rythme actuel, le monde ne parviendra pas à une gestion durable de l'eau avant au moins 2049, soit dans 25 ans ;
- L'insuffisance des moyens financiers entrave la mise en œuvre d'une gestion intégrée des ressources en eau. Dans 85 % des pays, il est nécessaire d'améliorer l'efficacité de la collecte des revenus pour la gestion de l'eau et des infrastructures.
- L'utilisation des approches de la GIRE dans le cadre des efforts d'adaptation au changement climatique offre une excellente occasion de renforcer la résilience aux effets du changement climatique.
- Reconnaître que les approches de la GIRE peuvent contribuer à la réalisation d'autres objectifs de développement, notamment la sécurité énergétique et alimentaire, est essentiel pour accélérer les progrès en matière de développement durable.

De manière spécifique, on observe pour les 7 pays de la région que le score moyen est de 40% : ce qui montre une avancée faible de 5% de plus qu'en 2020 (35%). Tous les pays sont restés dans la même catégorie qu'en 2020 avec la catégorie faible pour la Guinée Equatoriale et moyen faible pour les 6 autres pays (voir graphique 1).

Les conclusions globales concernent bien les pays de la région et les efforts devront être multipliés pour avancer véritablement d'ici 2030.



1.5. Le GWP appelle à une action en matière de GIRE, face aux graves inondations, sécheresses et incendies dans le monde



Le Partenariat Mondial de l'Eau (Global Water Partnership, GWP) exprime sa profonde inquiétude face à l'augmentation de la fréquence et de l'intensité des phénomènes météorologiques extrêmes dans le monde, exacerbés par le changement climatique et l'inadéquation des systèmes de gestion de l'eau.

Les récentes inondations en Europe ont provoqué le déplacement de milliers de personnes, tandis que l'Amérique du Nord, le Canada et l'Afrique ont connu des précipitations record, entraînant des inondations dévastatrices. En Afrique centrale, le Cameroun est confronté à des pluies abondantes et fréquentes dans la région de l'Extrême-Nord, qui ont entraîné la perte de plus de 8 000 habitations et le

déplacement de plus de 200 000 personnes, avec des pertes en vies humaines et en bétail enregistrées en septembre. Depuis la fin du mois de juillet, de fortes pluies ont provoqué des inondations dans les 23 provinces du Tchad, affectant 964 068 personnes, causant 145 décès et détruisant 70 000 maisons. Selon l'OCHA, au cours du seul mois d'août, les inondations en République centrafricaine ont détruit 500 infrastructures, ce qui a eu un impact négatif sur environ 2 700 personnes, dont la majorité se trouve dans la région de Mbomou. Au cours des huit derniers mois, les dommages économiques globaux causés par ces seules inondations pourraient avoir déjà dépassé les 100 milliards de dollars américains.

L'Afrique est également touchée par des catastrophes simultanées, des pays comme le Kenya et l'Éthiopie souffrant de sécheresses prolongées qui menacent la sécurité alimentaire de millions de personnes. Ces sécheresses associées à des inondations dans d'autres régions, mettent en évidence les effets dévastateurs du changement climatique.

Le GWP souligne que si le changement climatique est un facteur déterminant de ces catastrophes, l'inefficacité des pratiques de gestion de l'eau et des terres aggrave considérablement le problème. Qu'il s'agisse de systèmes de drainage médiocres ou d'une gestion inadéquate des forêts, la mauvaise gestion humaine aggrave l'impact de ces catastrophes, ce qui montre clairement que la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE) est essentielle pour renforcer la résilience et garantir la sécurité de l'eau.

La GIRE offre une approche holistique de la gestion des ressources en eau, équilibrant les besoins sociaux, économiques et environnementaux tout en garantissant une répartition équitable de l'eau, une préparation aux catastrophes et des stratégies de récupération. Sans cette approche intégrée, les communautés continueront d'être confrontées à des inondations, des sécheresses et des incendies récurrents aux conséquences dévastatrices.

Le GWP souligne également l'importance d'une prise de décision fondée sur les données pour gérer ces crises liées à l'eau. Les analyses de données avancées, la surveillance en temps réel et la modélisation prédictive doivent être utilisées pour anticiper et atténuer les effets des

inondations, des sécheresses et des incendies. En outre, la démocratisation de l'engagement des parties prenantes et l'implication des masses dans ces processus de gestion sont essentielles pour garantir la durabilité et l'efficacité des stratégies relatives aux ressources en eau.

Le GWP exhorte les gouvernements, les entreprises et les communautés à donner la priorité à la GIRE et à prendre des mesures immédiates pour faire face aux catastrophes liées à l'eau. La collaboration entre les secteurs, la planification fondée sur des données et les investissements dans des infrastructures durables sont des étapes essentielles pour renforcer la résilience et garantir la sécurité de l'eau pour tous. Le changement climatique accélérant la fréquence et l'intensité des inondations et des incendies, il est temps de prendre des mesures unifiées à l'échelle mondiale.

Seule une gestion globale de l'eau et des terres, combinée à l'implication active de toutes les parties prenantes, peut garantir un avenir où les communautés seront protégées des impacts de ces deux crises. Il est temps d'agir.

Programme de préparation pour le Fonds Vert pour le Climat (GCF Readiness) en République Centrafricaine

Introduction

L'objectif principal du programme Readiness en RCA est de renforcer la capacité de l'Autorité National Désignée (l'AND) et d'autres parties prenantes clés en RCA sur la programmation du financement climatique et l'amélioration de l'accès direct au FVC.

Tout en faisant progresser le pays par le développement de notes conceptuelles et d'études de préféabilité de haute qualité. Le projet commencé en juin 2022 pour une période de 24 mois, propose de combler des lacunes qui empêchent l'accès de la RCA au financement climatique. Ces lacunes ont été identifiées durant une phase de consultation en amont au développement de la proposition et des produits ont été proposés pour les lacunes identifiées. Il s'agit du (i) développement d'un tracker de financement climatique pour renforcer la prise de décision et l'opérationnalisation de l'AND; (ii) de la formation des parties prenantes sur les protocoles du GCF, les procédures et la structuration financière des propositions de projet du GCF pour renforcer leur capacité à s'engager dans la

programmation du GCF de la RCA, notamment en (iii) identifiant les futures méthodes d'engagement parmi ces parties prenantes - en particulier le secteur privé - pour améliorer la programmation inclusive du financement climatique ; (iv) du développement et de la soumission de deux notes conceptuelles de projet au GCF; et le (v) développement d'un cadre d'évaluation de genre et d'inclusion sociale pour évaluer les propositions sur la base des politiques du GCF sur le genre, les sauvegardes environnementales et sociales et les peuples autochtones.

Tous les produits du projet ont été engagés et la formation des parties prenantes a été finalisée en septembre 2023. 2023 a permis aux quatre autres produits d'avancer afin que les activités soient finalisées au 15 juin 2024.

Activités réalisées en 2024

2.1. Développement d'un outil de suivi du financement du climat pour accélérer l'action climatique

L'obstacle levé par ce produit était la capacité limitée de suivre les flux de financement de l'action climatique en raison de l'insuffisance des capacités financières et techniques. Un outil en ligne sur SharePoint a été développé pour la NDA et est remis avec un guide d'utilisation détaillé et du matériel de formation sur la façon d'utiliser l'outil pour suivre les flux de financement climatique. En 2024, 3 ateliers ont été organisés afin de renforcer les capacités des principales parties prenantes sur l'utilisation de l'outil et valider l'outil. En ce qui concerne l'aspect financier, une stratégie de durabilité pour le tracker a été préparée dès le lancement de ce produit et validée au dernier atelier.

Le premier atelier de formation a été organisé les 02 et 3 avril 2024 pour que 18 experts (06 femmes) puissent se familiariser avec l'outil et soutenir la collecte de données pour alimenter l'outil. Une deuxième session de formation a ensuite été organisée les 28 et 29 mai 2024 pour les mêmes experts, au cours de laquelle le guide d'utilisation a été présenté ainsi que d'autres livrables dans le cadre du projet. Il est important de mentionner également que ces sessions de formation ont été utilisées pour développer le plan de durabilité de l'outil en accord avec des experts qui ont été formés à l'utilisation de l'outil.

Le 3ième atelier multi-acteurs s'est tenu à Bangui le 30 mai 2024 pour valider l'outil de suivi de financement du climat de la République Centrafricaine qui a été développé ainsi que sa stratégie de durabilité. Vingt-six représentants (donc 07 femmes) des administrations sectorielles, des organisations de la société civile et des organisations internationales résidentes en RCA et de l'équipe de consultants internationaux impliqués dans la mise en œuvre du projet ont participé à l'atelier



L'atelier a permis de présenter l'outil aux parties prenantes en mettant en avant son guide d'utilisation, son système de gestion et la stratégie de durabilité pour garantir la pérennité de l'outil à long terme et de s'assurer que les ressources sont disponibles pour assurer efficacement son fonctionnement.

Lors de la cérémonie d'ouverture, le coordinateur du projet GCF, **M. NZANGA Bertrand-Blaise**, a réitéré l'importance de l'outil de suivi du financement climatique pour les efforts d'adaptation climatique du pays :



Avec l'outil de suivi du financement climatique, la RCA peut désormais suivre toutes les ressources nationales et internationales allouées au secteur du changement climatique, ce qui augmentera considérablement ses chances de mobiliser le financement climatique pour résoudre les problèmes liés au climat qui touchent le pays.

La session technique a commencé par un test sur la dernière session de formation, suivi d'une présentation par le consultant **Kevin FOKOU**, un expert senior du cabinet de conseil FOKABS. Il a détaillé les fonctionnalités de l'outil qui peut être utilisé en ligne et hors ligne, les données qui alimentent actuellement l'outil, notamment SharePoint. Le consultant a également présenté les différentes fonctionnalités, y compris les menus et sous-menus du logiciel, à savoir l'arrangement institutionnel, le suivi des projets climatiques, les groupes d'utilisateurs, les options de choix de la langue, et plusieurs documents préenregistrés provenant de divers ateliers précédents.



Dans une présentation complémentaire, **M. Armand TANOUGHONG**, senior manager du bureau d'études FOKABS, a mis l'accent sur le système de gestion et le plan de financement climat à court et long terme, c'est-à-dire les opportunités et les différentes stratégies de financement par les partenaires au niveau national et international, ainsi que les liens d'accès aux différentes plateformes des partenaires. Il a présenté les principaux utilisateurs de la plateforme, leurs rôles, les acteurs associés, leurs responsabilités et les organisations.

Compte tenu de l'engagement historique dans la RCA, l'AND a sollicité et obtenu le soutien de GWP à la mise en œuvre de la stratégie de durabilité pour s'assurer que l'outil reste opérationnel au-delà de la durée de vie du projet Readiness.

Concrètement, GWP soutiendra la licence de l'outil pendant 2 ans tout en soutenant la mise en œuvre des actions proposées dans la stratégie de durabilité, et en apportant également son soutien lorsque le NDA rencontrera une difficulté lors de l'utilisation de l'outil.



2.2. Développement d'un plan d'action d'engagement du secteur privé avec le CGF



Ce produit devrait lever la lacune qui existe sur la faiblesse de l'engagement des parties prenantes et spécifiquement le secteur privé avec le processus du GCF dans le pays. Une consultante locale a été recrutée pour appuyer l'AND à élaborer un plan d'action collaboratif d'engagement du secteur privé avec le GCF. Le travail de cette dernière s'est appuyé sur le rapport initial de cartographie des parties prenantes du secteur privé effectué par le coordonnateur national du projet en 2022. Elle a ensuite rencontré individuellement des acteurs du secteur privé concernés pour des entretiens approfondis qui l'ont aidée à rédiger le plan d'action sur l'engagement du secteur privé. Une deuxième série de rencontre avec les principaux acteurs du secteur privé a permis de finaliser le projet de plan d'action et un projet d'accord de coordination du plan d'actions ainsi que des TdR définissant les rôles et responsabilités des acteurs à mobiliser pour la mise en œuvre du plan d'engagement.



Lors de la préparation de ces documents, l'AND a demandé à n'avoir qu'un seul accord de coordination pour faciliter le suivi de cette première initiative d'engagement avec le secteur privé. Sur la base des consultations que l'experte a menées avec les principales parties prenantes, il est ressorti que les acteurs les plus pertinents pour conduire la mise en œuvre du Plan sont (i) le ministère en charge de l'Environnement et les 2 chambres consulaires représentant (ii) l'agriculture et le tourisme et (iii) le Commerce, l'Industrie, les Mines et l'Artisanat. Le plan d'action et l'accord de coordination ont été approuvés lors de l'atelier de validation organisé le 14 mars 2024 qui a connu la participation de 35 représentantes de (07 femmes) du secteur privé et de l'équipe de l'AND.

Pendant l'atelier, **Mme Francine KAIMBA SALAMATE**, Inspectrice Centrale de l'Environnement Représentant le Directeur de Cabinet relevé la priorité du gouvernement centrafricains en ces termes

Conscients des opportunités que peuvent saisir les entreprises du secteur privé auprès du Fonds Vert Climat, il est de notre devoir de créer les conditions d'une meilleure implication de ces acteurs du secteur privé qui exercent sur le territoire national.

Les TdRs décrivant les responsabilités des trois signataires de l'accord de coordination dans l'implantation du Plan d'action ont également été intégrés dans l'accord de coordination, et tous deux ont été approuvés lors de l'atelier du 14 mars 2024.

L'une des recommandations pour ce produit était que l'AND planifie la mise en œuvre du plan d'action dans le cadre des prochains projets de Readiness à mettre en œuvre dans le pays.

2.3. La République centrafricaine s'engage à mobiliser des fonds pour lutter contre le changement climatique



L'obstacle sur lequel ce produit s'est focalisé est qu'il n'existe aucune idée de projet ayant évolué en proposition complète dans le pipeline des projets de la RCA au niveau du GCF. Sur la base des activités réalisées en 2022 et 2023 qui ont permis de prioriser 02 idées de projets dans le domaine de l'eau, des séances de travail ont été réalisées avec les parties prenantes pour la collecte des données nécessaires à l'élaboration des notes conceptuelles issues des deux idées projets suivies de leur étude de préfaisabilité.

Une première étape de consultation à travers 02 ateliers de lancement de la rédaction des notes se sont tenus le 12 mars (pour la première note conceptuelle CN1) et le 13 mars 2023 (pour le deuxième concept note CN 2) et ont réuni 30 parties prenantes nationales (donc 07 femmes) pour la CN1 et 25 parties prenantes nationales (donc 07 femmes) pour la CN2. Les orientations sur le développement des notes avaient été lancées à partir du programme de formation

organisé en septembre 2023, où les idées de projets ont été utilisées comme cas pratiques pour argumenter les critères d'investissement du GCF. Les participants ont été formés sur la façon d'aborder la justification climatique comme l'exige le GCF.

Les ateliers se sont concentrés sur la présentation de ces notes conceptuelles préliminaires aux parties prenantes afin de permettre des discussions sur les objectifs du projet, les résultats attendus et le plan de mise en œuvre basé sur les critères d'investissement du FVC. Les échanges avec les parties prenantes ont porté sur la synergie entre les notes conceptuelles et les priorités nationales (projets passés et en cours en RCA), la délimitation des sites de mise en œuvre du projet, et l'identification des données et sources supplémentaires nécessaires à la finalisation des notes conceptuelles.

En prononçant le discours d'ouverture du premier atelier, **M. Amine El-Mahamat**, représentant du directeur de cabinet du ministère de l'Environnement et du Développement durable, a déclaré :

« Le gouvernement s'est engagé à répondre aux besoins de la population et à assurer son bien-être, malgré les défis majeurs auxquels le pays est confronté, y compris le changement climatique. Avec un taux d'accès à l'eau potable de 60 % à Bangui, je vous invite à faire preuve de professionnalisme et à apporter des contributions significatives à ces notes conceptuelles, qui contribueront grandement à l'amélioration de nos vies ».

Prenant la parole lors du deuxième atelier, M. Sylvain GUEBANDA, du ministère de l'Eau, a déclaré :

« L'impact des aléas climatiques dans le pays se fait de plus en plus sentir depuis plusieurs années, notamment sur les ressources en eau et les activités agricoles. Ces notes conceptuelles représentent une opportunité pour le pays de lutter contre le changement climatique ».

L'un des principaux résultats des ateliers de lancement a été la désignation d'une institution chargée de diriger l'élaboration de chaque note conceptuelle. Le ministère des Ressources hydrauliques devra diriger l'élaboration de la première note conceptuelle et le ministère de l'Agriculture la seconde.

Les deux Notes Conceptuelles sont les suivantes :

- NC1 : Gestion intégrée des risques climatiques pour la sécurité de l'eau dans les communes de Grand Bangui en République centrafricaine
- NC2 : Amélioration la résilience hydro-agricole rurale et renforcement des économies locales en République centrafricaine



Le processus de développement des NC a continué avec les différents experts des ministères désignées, le GWP, l'AND et les entités accréditées à travers des rencontres en lignes et en présentiels. La BAD a été l'entité accréditée impliquée dans le développement de la NC1 et IFAD pour la CN2. L'étude de préféabilité de chaque projet a été réalisée en parallèle avec le développement des notes conceptuelles. Ce qui a conduit à l'organisation des ateliers de validation des notes conceptuelles.

Les ateliers de validation des notes conceptuelles de projet et de leur étude de préféabilité ont eu lieu les 05 et 06 juin 2024, avec un total de 45 participants (donc 8 femmes) à Boali. Les participants nationaux ont apporté des contributions sur les 2 notes conceptuelles et les principaux résultats ont été la validation (i) des localités de chaque projet, (ii) de la définition des arrangements institutionnels de mise en œuvre des projets, (iii) de la validation des budgets de chaque projet. Des recommandations finales ont été formulées pour chaque note conceptuelle qui ont pu être pris en compte avant soumission au GCF.

Aujourd'hui le GCF a fait une première révision en cours de traitement : il est attendu que le processus de développement de la proposition complète commence dès l'approbation des dites notes conceptuelles.

2.4. Le développement d'un cadre d'évaluation de genre et d'inclusion sociale pour une prise en compte du genre dans les propositions de projets climatiques



L'équipe du projet a veillé à ce que les principaux intervenants soient largement consultés et informés de l'importance et de la nécessité d'élaborer un Cadre d'évaluation du genre et de l'inclusion sociale (CEGIS) qui va permettre d'assurer une meilleure prise en compte de ces aspects dans les propositions à soumettre aux fonds climatiques et plus spécifiquement au GCF. Après plusieurs réunions individuelles avec les parties prenantes et des réunions, discussions en ligne avec l'équipe du GWP, un CEGIS robuste a été finalisé et utilisé par la suite pour évaluer le pipeline de projets prioritaires de la RCA. Le rapport d'évaluation a montré que sur 14 idées de projets évaluées aucune d'entre elles n'avait suffisamment pris en compte le genre et l'inclusion sociale selon les principes du GCF

Le résultat de cette évaluation a marqué l'AND puisqu'au globalement, aucune des propositions existantes ne prennent en compte le genre et l'inclusion sociale selon les principes du GCF. Ce résultat a été très impressionnant pour l'AND qui a demandé un atelier qui n'était pas initialement prévu par le projet afin de présenter le CEGIS et le résultat de l'évaluation à toutes les parties prenantes pour assurer une appropriation du cadre et valider le rapport d'évaluation. 38 experts (dont 10 femmes) aussi bien du secteur public, des OSCs que du secteur privé et autres ont maintenant la capacité d'évaluer chaque idée de projet à venir à l'aide du CEGIS présenté le 15 mars 2024 à Bangui où ces derniers ont acquis une compréhension du cadre et l'ont testé lors de sessions de groupes de travail. L'atelier demandé par la NDA a été très pertinente où l'appropriation du GECIS a été assurée, comme le montre le rapport de l'atelier.

Activités réalisées en 2024

Conclusion

Dans l'ensemble, l'objectif de renforcement institutionnel du projet a été atteint grâce à une approche globale et collaborative, qui a abouti à l'élaboration de l'outil pour suivre les financements climatiques reçus, l'élaboration de cadres stratégiques pertinents (le CEGIS et le plan d'action d'engagement du secteur privé), à la prestation de formations ciblées et à l'avancement du pipeline de projet du pays au niveau du GCF en faisant progresser deux idées de projets prioritaires en des notes conceptuelles alignées aux attentes du CGF. Lors de la clôture du projet, un atelier a été organisé le 15 juin 2024 à l'endroit des membres du comité de pilotage du projet où tous les livrables du projet ont été remis à ces derniers qui ont formulé des recommandations à l'endroit de l'AND pour la consolidation des acquis. L'implémentation de ce projet a également permis à GWP-CAf et le PNE RCA de renforcer leur capacité à la mise en œuvre de projet Readiness où les expériences ont été capitalisées pour la mise en œuvre des futurs projets dans la région.

3 Programme de Leadership Mondial de l'Eau dans un Climat en Évolution (GWL)

Introduction

Le programme "**Global Water Leadership in a Changing Climate (GWL)**" est une initiative mondiale visant à soutenir le leadership émergent en faveur de l'amélioration des services d'eau, d'assainissement et d'hygiène, et de la résilience climatique, financé par le Foreign Commonwealth Development Office (FCDO). En Afrique centrale, GWL est mis en œuvre **au Tchad**, dirigé par l'UNICEF, et **en République Centrafricaine**, dirigé par le GWP. (GWPO, GWP-CAF et le PNE-RCA). L'objectif principal du programme est de soutenir les gouvernements dans la mise en œuvre de politiques et stratégies de gestion de l'eau résilientes au climat, à impact, et inclusives, qui permettront aux communautés de bénéficier de meilleurs services et d'être plus résilientes. Il prévoit également la participation des secteurs de l'eau et des services WASH à l'identification des impacts des changements climatiques sur les ressources et services ainsi qu'aux possibilités de financement climatique à grande échelle et à leur mobilisation.

Grâce à un processus de consultation multipartite, le programme, soutenu par le ministère des Ressources hydrauliques et de l'Energie du pays, a identifié quatre obstacles majeurs qui limitent la mise en œuvre d'une gestion résiliente des ressources en eau en République centrafricaine. Il s'agit de :

- **La faible application des textes et documents existants régissant les secteurs de l'eau et du climat.**
- **L'absence d'un système optimisé de suivi des ressources en eau**
- **La mauvaise répartition des ressources humaines**
- **La faible corrélation entre le budget national alloué et les problèmes à résoudre.**

Quatre groupes de travail du GWL ont été mis en place pour identifier les causes profondes et proposer des solutions à ces obstacles afin d'améliorer la gestion des ressources en eau dans le pays. Après un processus de consultation d'un an, les groupes de travail ont identifié des actions et des solutions prioritaires qui ont été rassemblées dans un document de Stratégie de réponse nationale budgétisée.

Pour 2024 avec la réduction de la durée du projet, il a été question de (i) faire avancer le processus de révision de la loi cadre sur l'environnement, de (ii) finaliser le développement de la stratégie de réponse visant à combler les lacunes identifiées précédemment et de la valider, et de (iii) lancer sa mise en œuvre

Réalisations du Programme en 2024

3.1. Plaidoyer pour la GIRE et le changement climatique dans le Code de l'environnement révisé de la République centrafricaine

L'atelier national organisé les 18 et 19 décembre 2023 à Bangui, en RCA, pour réfléchir et contribuer à la révision du Code de l'environnement du pays a réuni une quarantaine de participants, issus d'institutions gouvernementales, d'OSC et d'ONG. La réflexion a porté sur l'identification des incohérences et la formulation des recommandations pour s'assurer que les préoccupations du secteur de l'eau soient prises en compte dans la version révisée du code de l'environnement. Le processus d'identification des causes profondes dirigé par GWL a révélé des lacunes dans le texte juridique des secteurs de l'eau et de l'environnement. Le processus de révision en cours du code de l'environnement vient à point nommé pour intégrer les lacunes identifiées pendant les travaux de groupe. Cette assise a été l'occasion de plaider spécifiquement sur les limites en faveur de l'eau.

Lors de son allocution d'ouverture, le Chef de Mission au Ministère des Ressources en Eau, M. Sylvain GUEBANDA, a souligné la pertinence de l'atelier de réflexion dans ce processus de révision du code de l'environnement, déclarant :

Compte tenu de l'interconnexion entre l'environnement et l'eau, les acteurs du secteur de l'eau doivent se réunir pour réfléchir et veiller à ce que la gestion de l'eau fasse partie de ce processus de révision.

L'atelier a été l'occasion de présentations et de travaux de groupe visant à identifier des points d'entrée pour renforcer le lien entre les deux secteurs. Dans sa présentation sur le processus de révision du code de l'environnement, le consultant national en charge du processus de révision, **M. Emmanuel Ngoumbango**, a rappelé aux participants que depuis son adoption en 2007, la loi est devenue obsolète et aurait dû être révisée depuis longtemps. Pour faciliter cela, le ministère de l'Environnement a mobilisé des fonds du PNUD en RCA pour le processus de révision, et une première version de la version actualisée du code est disponible en attendant la validation nationale par les parties prenantes et l'adoption par le gouvernement et l'Assemblée nationale.

La version révisée comprend sept titres, onze chapitres, trente sections et 114 articles. Des modifications ont été apportées au chapitre 1 sur le champ d'application et les définitions, au chapitre 2 sur les principes fondamentaux de la gestion de l'environnement, au titre II sur la gestion de l'environnement, au titre IV sur le changement climatique, aux énergies renouvelables et à la conservation de l'énergie, et au titre V sur l'éducation, l'information et la recherche environnementale. Au cours de la séance de questions-réponses qui a suivi, les participants ont soulevé des préoccupations concernant la prise en compte du secteur de l'eau dans la loi révisée et l'intégration de la charte de l'eau du bassin du lac Tchad, entre autres.

3.2. Les parties prenantes en République centrafricaine valident la Stratégie nationale de réponse



Les groupes de travail ont continué les rencontres pour la finalisation de la stratégie de réponse budgétisée au début de l'année 2024 et l'ont validé en interne avant d'organiser l'atelier de validation nationale qui a connu la participation d'une centaine de parties prenantes issues des institutions gouvernementales, des organisations de la société civile, des ONG, des entreprises privées, des communautés locales et des partenaires techniques et financiers y compris les membres des groupes de travail. Les acteurs se sont réunis à l'hôtel Oubangui, à Bangui, le 7 février 2024, pour valider la Stratégie nationale de réponse aux barrières entravant la mise en œuvre de gestion résiliente des ressources en eau dans le pays.

L'objectif principal de l'atelier de validation était de présenter la stratégie de réponse aux parties prenantes afin de recueillir leurs commentaires et de la valider avant son adoption et sa mise en œuvre par le gouvernement.



En prononçant le discours d'ouverture au nom du ministre des Ressources hydrauliques, le chef de mission au ministère, M. Sylvain GUEBANDA, a rappelé que, malgré l'abondance des ressources en eau dans le pays, la gestion efficace des ressources en eau est un défi et le stress hydrique restant un problème majeur auquel est confronté le gouvernement du pays. Selon lui, « cette stratégie de réponse qui contient un plan d'action numéroté avec des actions prioritaires budgétisées pour répondre aux défis identifiés et à leurs causes profondes facilitent le travail du gouvernement ». Il a souligné l'engagement du ministère de l'Eau à mobiliser des fonds par l'intermédiaire de partenaires pour la mise en œuvre de la stratégie et à diriger le suivi et l'évaluation du processus de mise en œuvre.

Lors de la session de travail de groupe, les participants ont fait des recommandations pour améliorer la qualité du document et s'assurer que le budget estimé corresponde aux activités des actions prioritaires. Les parties prenantes ont validé la stratégie de réponse à la fin de l'atelier, avec l'assurance que leurs commentaires seraient intégrés au document avant sa finalisation par l'équipe du GWL.

Pour les prochaines étapes, l'équipe GWL, en collaboration avec le ministère de l'Eau a procédé à la finalisation du rapport en tenant compte des commentaires de l'atelier de validation et à l'édition et impression du document.

Lors d'un entretien avec les médias, la coordinatrice mondiale du GWL, **Lesley POIRES**, a déclaré :

« Je suis très impressionnée par les progrès du programme du GWL en République centrafricaine. La stratégie de réponse reflète un an de travail par des parties prenantes très engagées, identifiant des solutions à leurs défis en matière d'eau. »



3.3. Les partenaires techniques et financiers mobilisent des ressources pour la mise en œuvre de la stratégie



Le gouvernement de la République centrafricaine, en partenariat avec le bureau national du GWP en RCA, a organisé une table ronde le 26 avril 2024 à Bangui pour mobiliser des ressources en faveur de la gestion résiliente des ressources en eau. L'événement a réuni des partenaires techniques et financiers, notamment l'UNICEF, le PNUD, l'Union européenne, World Vision et la Banque de développement des États de l'Afrique centrale, afin de discuter des moyens de soutenir la mise en œuvre de la Stratégie nationale de réponse pour la gestion de l'eau.

Lors de son intervention, Gérard OUILIKON ZOUNGUERE, représentant du ministère de l'Eau, a souligné que la gestion de l'eau face au changement climatique est une priorité gouvernementale. Il a rappelé que cette stratégie est issue d'une large consultation

avec les parties prenantes et propose des solutions réalistes pour assurer une gestion durable de l'eau. Quatre principaux défis ont été identifiés et un budget de 3,5 millions USD pour 2024-2026 a été estimé pour la mise en œuvre.



Les discussions ont permis d'identifier des engagements concrets de plusieurs partenaires. World Vision a indiqué que son programme WASH pourrait intégrer des éléments de la stratégie de réponse. La Banque de développement des États de l'Afrique centrale s'est engagée à soutenir le renforcement du partenariat public-privé pour financer les initiatives liées à l'eau. Le PNUD a recommandé de développer des notes conceptuelles détaillant les objectifs stratégiques de la stratégie. L'UNICEF a assuré son soutien aux initiatives liées à l'eau, l'assainissement et l'hygiène. L'Union européenne a présenté une opportunité de financement à travers son programme de soutien au bassin du lac Tchad pour la gestion des ressources en eau transfrontalières.

Par ailleurs, le GWP-Afrique centrale a souligné que la note conceptuelle en développement sur la gestion des risques d'inondation dans les communes du Grand Bangui pourrait être une opportunité pour soutenir la mise en œuvre de la stratégie. Cette initiative facilitera également l'application de la politique nationale de l'eau adoptée en 2021 et du programme national de GIRE, qui recommandent la mise en place d'un système de surveillance des ressources en eaux souterraines et de surface.

3.4. Lancement officiel de la stratégie nationale de réponse pour la promotion d'une gestion résiliente de l'eau en République centrafricaine

Le 20 décembre 2024, la République centrafricaine a officiellement lancé sa Stratégie nationale de réponse pour une gestion résiliente des ressources en eau lors d'un atelier organisé à l'hôtel Oubangui. Cet événement, initié par le ministère du Développement, de l'Énergie et des Ressources hydrauliques avec le soutien du PNE-RCA, a rassemblé une centaine de participants, incluant des représentants gouvernementaux, des ONG et des partenaires techniques et financiers.

Cette stratégie est l'aboutissement du programme Leadership Mondial de l'Eau dans un climat en évolution (GWL), financé par le Bureau des Affaires étrangères et du Commonwealth (FCDO) et mis en œuvre entre juin 2022 et mars 2024. Elle résulte d'un processus de consultation impliquant divers acteurs afin d'identifier les obstacles à une gestion durable de l'eau et de proposer des solutions adaptées avec un budget estimé pour leur mise en œuvre.



Dans son discours, M. Barnabé FALIBAI, président du PNE-RCA, a souligné l'importance de cette stratégie, qui vise à s'intégrer dans la revue sectorielle eau, hygiène et assainissement prévue en décembre 2024. M. Sylvain Guebanda, représentant du ministère, a réaffirmé l'engagement du gouvernement à soutenir cette initiative et à mobiliser les ressources nécessaires avec l'appui des partenaires techniques et financiers.

L'événement s'est conclu par la distribution de copies de la stratégie aux participants. Ce lancement marque une étape clé pour une gestion résiliente des ressources en eau en RCA, illustrant un effort collectif pour répondre aux défis du changement climatique et améliorer les conditions de vie de la population.



La stratégie nationale de réponse est disponible en ligne ici : gwp.org/globalassets/global/gwp-caffiles/gwl/final-documents/strategie-de-reponse-pour-lagesti-on-de-leau_rca.pdf

Conclusion

Le programme GWL s'est terminé en fin mars 2024, l'engagement du Ministère en charge de l'eau s'est manifestement reflété par la prise en charge de l'organisation de la table ronde par les fonds propres du ministère. Une dernière activité est prévue pour la fin de cette année pour le lancement officiel de la mise en œuvre de la stratégie. Etant entendu que la mise en œuvre pratique a commencé avec la table ronde des partenaires. Il faut noter qu'il n'a pas été possible au programme d'appuyer l'implémentation de la stratégie tel que prévu initialement dans le document projet à cause de l'anticipation de la clôture du projet par le bailleur. La prise en main par le ministère en charge de l'eau permettra ainsi d'apprécier l'appropriation du projet garantissant ainsi la continuité de la mise en œuvre de la stratégie.

4 Programme WACDEP-G



Introduction

L'objectif du programme est de veiller à ce que l'élaboration et la mise en œuvre de politiques, de stratégies, de plans et de programmes en matière de sécurité de l'eau et de renforcement de la résilience climatique au Cameroun et dans la région de l'Afrique centrale fassent progresser l'égalité des sexes. Il est question de catalyser le changement transformateur en matière de genre pour la mise en œuvre d'investissements dans l'eau résilients au climat en tirant parti des partenariats, des connaissances, des capacités et des

opportunités pour transformer les structures, les relations et l'agence inégales, et en démontrant des actions transformatrices en matière de genre et en facilitant l'apprentissage actif pour influencer les politiques et les pratiques aux niveaux national, régional et du bassin. Pour cette année, les activités du programme ont consisté à apporter un appui au développement des propositions de projet genre transformateurs et l'appui à la révision de loi cadre sur l'eau du Cameroun.

Réalisations du Programme en 2024

4.1. Développement d'un portefeuille de projet genre transformateur de la région

Une proposition de projet de Readiness multi-pays avec l'Union Africaine a été développé et approuvé par le GCF pour un montant global de plus de 6 millions de dollars. Au niveau de la région, des sessions de présentation de l'initiative ont été réalisées dans tous les pays de la région avec une forte implication des PNEs. Les consultations ont continué plus tard avec le Congo, la RCA et le Tchad qui ont exprimé leur intérêt à faire partie du Readiness multi-pays. Ces derniers ont ressorti leur priorité pouvant faire partie de la proposition. Avec l'approbation du projet, le processus de recrutement des coordinateurs techniques dans chaque pays a démarré cette année pour une implémentation proprement dite à partir de janvier 2025. Pour les trois pays de la région, le budget est de \$ 800 000 USD.

Aussi, la proposition de projet sur le Système d'Alerte Précoce et la GIRE soumise au Fonds d'Adaptation a fait l'objet de 3 révisions techniques cette année, la

dernière révision ayant été soumise en novembre 2023, l'approbation de ce projet est fortement attendue pour 2025 afin de commencer sa mise en œuvre. Pour rappel le projet est sous l'accréditation de l'OMM avec la CBLT et GWP-CAf comme partenaires d'exécutions pour un montant de plus de 10 millions de dollars.

Également, GWP-CAf a répondu à un appel à projet de la BAD en élaborant la note de concept en collaboration avec le Centre Régional de gestions des ressources en eau de la CEEAC et l'UICN qui l'a soumise pour approbation. Le projet vise à soutenir le processus d'opérationnalisation centre régionale à travers la promotion des mesures GIRE transfrontalières pour renforcer la paix et la sécurité en Afrique centrale pour un montant global de 5 millions d'Unité de Compte de la Banque. Le retour de la BAD est encore attendu pour enclencher le processus d'élaboration de la proposition complète et des études préalables une fois la note approuvée.

4.2. Prise en compte du genre dans le processus de révision de la loi portant sur le régime de l'eau se poursuit au Cameroun

Cette activité étant présenté dans la partie CORE, il a été question ici de se rassurer que dans toutes les consultations et travaux en groupe par le groupe technique mis sur pied pour la révision de la loi sur l'eau, la prise en compte du genre soit maintenue.

Conclusion

La mise en œuvre du programme a connu une implémentation légère malgré l'approbation de la deuxième phase du programme, du fait des fonds qui ne sont toujours pas disponibles pour suivre convenablement la planification élaborée dans le projet. Il est ainsi attendu que les fonds soient disponibles le plutôt afin d'actualiser la planification pour tenir compte des nouveaux délais dans l'implémentation du projet.

PORTRAIT

SPOTLIGHT on GWP-Cameroon PARTNER: Action for Sustainable Development and Environmental Protection for Communities (ASDEPCO)



As a partner organization, GWP highlights the work done by partners to advance water security and sustainable development. Mr. Kingkoh Godlove Chiatch, is the coordinator of ASDEPCO, an NGO based in Bamenda, Cameroon, dedicated to promoting sustainable development in our region. ASDEPCO has been at the forefront of various initiatives aimed at improving water management, environmental conservation, and community resilience. Delve into Mr. Godlove's insights on the challenges and opportunities in sustainable development and learn more about the impactful work being done by ASDEPCO.

GWP-Caf: *How does ASDEPCO prioritize and implement capacity-building initiatives to ensure sustainable community development, particularly in areas such as water resource management, agriculture, and gender-inclusive development?*

Mr Godlove : ASDEPCO prioritizes community development through capacitybuilding initiatives focused on water resource management, agriculture, and gender-inclusive development. This is achieved by collaborating with local communities, providing training and resources, and promoting gender equality

GWP-Caf: *Can you share a successful project ASDEPCO has undertaken to promote environmental protection especially water resources through plastic waste recycling? Did you face challenges? If you have to re-do this project what will partner intervention look like?*

Mr Godlove: ASDEPCO alongside her partners has successfully implemented a plastic waste recycling project held on the 28th of August and 26th of October 2024 at the Mulang

stream, over 2000 plastic containers were collected. Challenges faced included risk of injury, limited community participation, and difficulty in changing behavior. Future partner intervention will focus on community engagement, education, and diversifying funding sources. On the 22nd of March ASDEPCO was represented in the Cameroon Youth for Sustainable Development and Environmental Protection training on biogas production from kitchen waste, and proper disposal of diapers and sanitary pad.

GWP-Caf: *In what ways does ASDEPCO engage youth in peace-building activities, and how do these initiatives contribute to human rights protection and peaceful coexistence among Cameroonians?*

Mr Godlove : ASDEPCO engages youth in peace-building activities through sensitization on civil documentation and civic rights. This initiative contributes to human rights protection and peaceful coexistence among Cameroonians. A team from ASDEPCO

attended a workshop on “Youth and Civic Engagement” on the 26th of April 2024 organized by the European Union Youth Sounding Board. ASDEPCO has also had a sensitization on the importance of civil documentation and civic rights with the population of the Ntambang community of the Bamenda III municipality where need assessment was made and data for over 70 individuals of this community were taken to produce their birth certificates which is still pending

GWP-CAF: *What strategies does ASDEPCO employ to enhance access to basic humanitarian services, such as water, hygiene, sanitation, and the protection of women and children's rights? Can you provide examples of successful intervention in improving access to water?*

Mr Godlove : ASDEPCO enhances access to basic humanitarian services through strategies such as providing clean water, hygiene, and sanitation facilities. Successful interventions include training of over 60 women on liquid soap production and distribution of sanitary pads.

GWP-CAF: *Any other thing you will like to add?*

Mr Godlove : ASDEPCO launched the "Inclusive, Practical and Orientation Education for the Less Privileged within Cameroon" project, providing digital inclusive and practical education. The organization also donated office equipment to the Hope Social Union for the Visually Impaired and carried out educational campaigns on menstrual health and hygiene. ASDEPCO remains committed to addressing the complex challenges faced by local communities. We recognize the importance of collaborative efforts and look forward to strengthening partnerships with stakeholders to drive positive change.

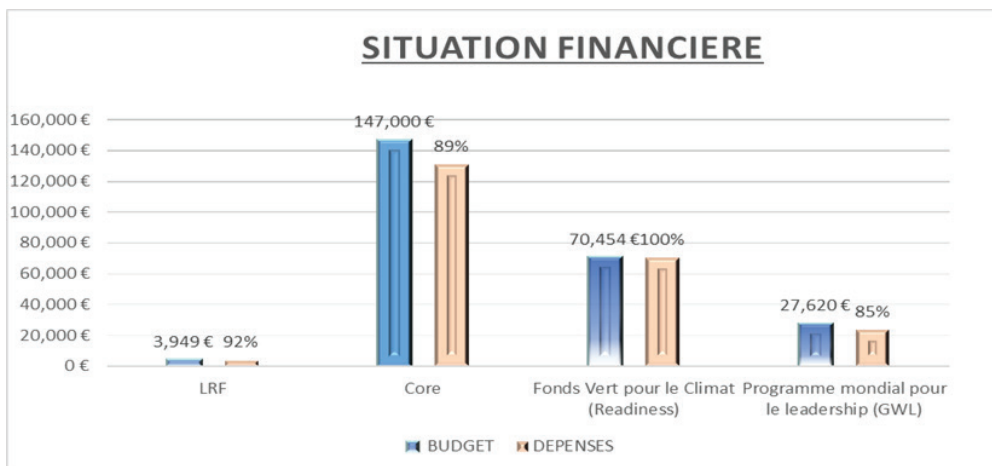
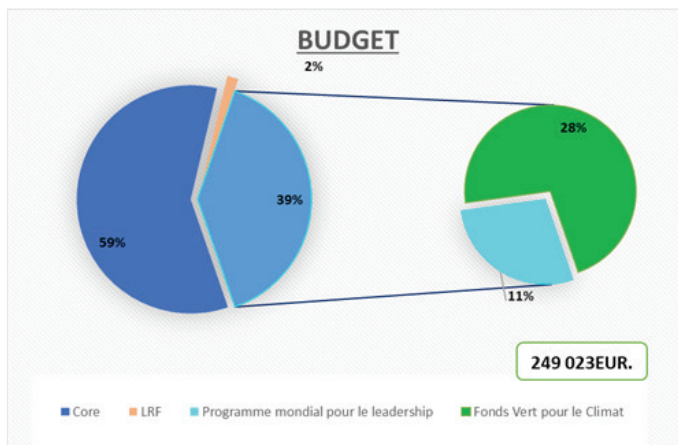
Facebook: [AsdepCo.NGO](https://www.facebook.com/AsdepCo.NGO)
Email: asdepco@yahoo.com



RAPPORT FINANCIER

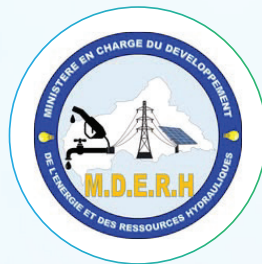
En 2024, les fonds alloués au GWP-CAf dans le cadre du budget 'Core' s'élevaient à 152 000 euros, avant d'être réduits à € 147 000 au cours de l'année. Ce montant a été utilisé pour financer principalement l'axe stratégique « Nous mobilisons » à hauteur de 16%, et les coûts opérationnels à hauteur de 84%. Pour les activités de programme, 33 196 € étaient le budget approuvé, reporté de 2023 pour le dernier trimestre du programme Mondial pour le leadership (GWL) qui s'est achevé en avril 2024. De même, \$74 414 ont été reportés de 2023 pour compléter les activités en RCA dans le cadre du Fonds vert pour le climat - Readiness en RCA, après avoir obtenu une prolongation sans frais auprès du bailleur de fonds. Ces budgets de programmes représentaient 39% pour budget annuel total de €249 023. Aucun fonds n'a été levé localement au niveau régional et le solde de l'année dernière a constitué environ 2 % du budget annuel, avec un taux de dépense de 92 %.

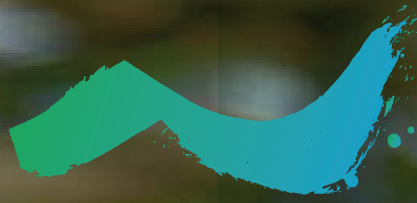
Au 30 novembre, le taux de dépenses du budget 'CORE' était de 89% et sera complètement épuisé d'ici la fin de l'année, le GCF a clôturé avec un taux de dépenses de 100% tandis que le GWL a clôturé avec un taux de dépenses de 85%. Cela nous donne une dépense totale de 228,574 € ce qui représente 92% du budget total 2024.



REMERCIEMENTS

Le GWP-CAf est reconnaissant envers les partenaires dont les contributions financières et techniques nous ont permis de mettre en œuvre nos activités en 2024.





Global Water Partnership Central Africa



-  [Global Water Partnership - Central Africa](#)
-  [Global Water Partnership-Central Africa \(GWP-CAf\)](#)
-  [GWP Central Africa](#)
-  [Global Water Partnership, Central Africa \(GWP-CAf\)](#)



**Global Water
Partnership**
Central Africa

Publié en 2024 par Global Water Partnership Central Africa (GWP-CAf)

Contactez nous:

-  Bastos 6776, Yaoundé, Cameroun, derrière Usine, Bastos
-  (+237) 6 92 01 35 84
-  secretariat@gwpcaf.org
-  www.gwpcaf.org

Discover iwrmaactionhub.org/

Global Water Partnership – Central Africa (GWP-CAf)